

... Nos parents, s'ils veulent bien se laisser raconter  
celles comme tels par l'INSEE et le statisticien en  
ce sens que de ce fait ils dans leur ménage  
bien (et que celle-ci si elle n'est pas com-

... Tout est dans cette histoire de rôle. Si chacun  
l'accepte sans protester, tout est fait. Il est  
de lire le journal, d'être en la Vie ouvrière. Pro-  
tant et tant, tout est fait. Les uns que les  
autres de leur côté, tout est fait. Ce n'est pas  
à l'époque, mais à l'époque, tout est fait.

La famille ou plus précisément une famille, celle  
des Collin, issue du village de Oiseau en Mayenne,  
nous sert ici à analyser l'évolution du rapport capital-  
travail.

Evolution dans le temps et dans l'espace : du  
XVIII<sup>e</sup> à aujourd'hui le procès de travail se modifie, les  
membres de notre famille restent dans leur ville d'ori-  
gine ou s'installent ailleurs.

Cette dimension historique et spatiale apparaît  
indispensable pour mettre en évidence le capitalisme  
comme un rapport social, lutte permanente et multi-  
forme entre l'Etat du travail et le maquis social des  
collectivités territoriales ou familiales.

A la suite du *Travail et après* et de *la Grève et la  
Ville*, nous arrivons ainsi à la trilogie connue : Travail,  
famille, patrie (ou territoire). Elle n'était pas prémé-  
ditée ! Ceci n'est pas une excuse, plutôt une interroga-  
tion sur les méandres du développement d'une recher-  
che partie il y a six ans du problème, clair et sûr, des  
« grèves ouvrières ».

Las, rien n'est sûr, même les meilleures théories  
décrivant les fiers producteurs campés dans leur usine  
sur de solides positions syndicales. Depuis les années 60  
cette robuste trilogie a été bouleversée rudement.

Nos ouvriers, s'ils veulent bien se laisser reconnaître comme tels par l'INSEE et le structuralisme, ne se satisfont guère de ce seul rôle dans leur vie quotidienne (et que serait-elle si elle n'était pas quotidienne ?).

Tout est dans cette histoire de rôle. Si chacun l'acceptait sans broncher, tout serait clair, il suffirait de lire le *Journal officiel* ou la *Vie ouvrière*. Producteurs et patrons, tous autant amoureux les uns que les autres de LEUR entreprise, LEUR travail. Ce bargaining a longtemps marché, à peu près quarante ans, soit la période royale du taylorisme. Et puis le capital en a eu marre. Non qu'il fût en danger ! Au contraire même. Le stalinisme qui correspond curieusement à cette même période confortait ce compromis de la valeur-travail. Si autogestion veut dire quelque chose, c'est bien là qu'elle a existé. La « classe ouvrière », par le biais de ses appareils, autogérait son rôle dans la production capitaliste. Elle produisait et était fière de produire, elle était ouvrière et fière de l'être, fière de ce statut imposé par le capital. Aucun danger donc. Mais c'est la force du capital que d'avoir horreur du ronronnement et de l'immobilisme. Il a donc cassé le morceau pour de nouvelles aventures. Fermant les portes de ses vieilles usines et mettant à la retraite ses ouvriers « professionnels », il est allé chercher des jeunes, des femmes ou des immigrés pour leur faire faire n'importe quoi, n'importe où et beaucoup. (Ce que l'on appelle la production de masse à obsolescence accélérée dans les unités décentralisées.) Finie l'entreprise comme « collectif de travail » : la mobilité est le propre du nouveau travailleur. Finie la qualification particulière : le salarié est polyvalent.

Finis aussi et surtout le ronronnement. Mobile et polyvalent, il perd sa conscience de producteur : « Il

refuse le travail. » Non pas qu'il ne travaille plus, bien entendu ! Il faut bien vivre. Précisément le travail apparaît ici pour ce qu'il est, une activité sociale, obligatoire, source de revenu.

Mais voilà que l'ouvrier est jeune, ou femme (et cela ne veut pas dire ouvrière) ou marocain (et cela ne veut pas dire immigré) ou lavallois ou... on ne sait quoi encore... Notre ouvrier affirme son identité, ses identités qui ne sont pas celles que lui assignent ceux qui le font travailler.

D'où des faits sociaux complexes que l'idéologie dominante — celle qui attribue les rôles précisément — explique toujours de façon négative, à la façon d'un procès-verbal pour perte de carte d'identité : refus de travailler, refus de ne gagner que ce qu'on lui donne, refus de mobilité, refus d'être un immigré, un ouvrier, un provincial, une force de travail en réserve, etc.

Le procès-verbal contient l'explication : dysfonctionnement, la sanction : marginalisme, et vous calcule que le taux de ces flagrants délits est somme toute bien faible. Ne faut-il pas dès lors retourner le problème, voir comment ces « gens » très divers selon leur sexe, leur race, leur territoire acceptaient de jouer leur rôle de travailleur ? Cette optique a tout d'abord pour avantage de mettre en évidence que le pouvoir lui-même ne croit guère à cette uniformité des rôles. Seuls la bureaucratie d'Etat et le marxisme traditionnel croient qu'il existe « des travailleurs » comme ça, en soi. Le capital depuis longtemps sait qu'on doit utiliser un enfant, une femme, un jeune ou un Algérien de façon très différente pour en tirer la substantifique moelle. Et s'il ne parle en public que de « travailleurs », c'est bien parce que l'idéologie bureaucratique et centraliste l'arrange.

Et déjà, à ce seul niveau des relations capital-

travail, on doit tenir compte de ces identités pour comprendre les conditions mêmes du travail telles que l'organise le pouvoir. Cela se fait aujourd'hui largement sous le nom de théories de la segmentation du marché du travail ou encore problématiques de mobilisation de la main-d'œuvre. Mais il ne faut pas s'arrêter là. Le travail n'est pas une chose, ni un goulag ou un enfermement, c'est un rapport social. Cela veut dire que ces identités dont se sert le capital existent et déterminent l'autre pendant du rapport : « les gens »... qui deviennent travailleurs — qui ne deviennent travailleurs que — lorsque le rapport s'accomplit. Pour parler simple, on ne naît pas travailleur, et l'on ne devient jamais travailleur tout seul, on l'est en dernière instance dirions-nous pour rire, ce qui sous-entend derrière bien d'autres instances historiques et spatiales.

Voilà pourquoi après avoir mis en évidence l'importance de ces identités dans les luttes (cf. *le Travail et après...*), nous avons entrepris de montrer comment certaines d'entre elles travaillent spécifiquement le rapport social. Le territoire tout d'abord — l'identité spatiale si l'on veut — nous paraît coder profondément les conflits du travail.

Dans *la Grève et la Ville*<sup>1</sup> nous avons en effet vu que, contrairement à ce qu'un vain peuple d'idéologues pense, l'anarcho-syndicalisme, de la CGT ou des IWW, n'est nullement un universalisme abstrait, mais avant tout — et c'est d'ailleurs ce qui opposa Bakounine à Marx — un territorialisme. La tradition anarcho de la « Vallée rouge » des Ardennes, comme celle de la Fédération socialiste bretonne de 1900 à 1910 environ,

1. D. Auffray, Th. Baudouin, M. Collin, A. Guillerme, Ed. Ch. Bourgeois, 1979.

fut, à la suite des bourses du travail, une tradition « autonomiste », antijacobine et dans le cas breton, où la région regroupait une ethnie, fortement nationalitaire si l'on pense à Brunelière, le leader de la FSB<sup>2</sup>. Et il en est de même avec les IWW au USA dont l'originalité résidait dans leur organisation par ethnies (Juifs, Noirs, Italiens, Irlandais, etc.) s'opposant directement à l'organisation par métier de la réactionnaire AFL (qui exclut non seulement tout ce qui n'est pas WASP<sup>3</sup>, mais aussi tout ce qui n'est pas « ouvrier », chômeurs, travailleurs agricoles et même « femmes »). Au contraire, la question nationale ou la question paysanne est résolue par les IWW. Certes, les ethnies aux USA n'ont pas de territoire sinon celui du ghetto, mais la révolution ethniste moderne est bien plus qu'une révolution régionaliste, elle inclut les peuples sans territoires<sup>4</sup>.

Redécouverte d'une « patrie », d'un « pays » autogérable, qui s'oppose à l'Etat-Nation, semble être l'attribut du prolétariat pré et post-tayloriste. Mais la *famille*, nous dira-t-on ? N'est-ce pas l'institution oppressive par excellence ? Contre-révolutionnaire ? Celle qui s'oppose à tous les rêves de « libération », qu'ils soient sexuels ou politiques ?

Disons d'emblée que ce livre n'utilise pas la famille pour produire la énième apologie de l'Etat, du pouvoir et de ses pompes. Il ne s'agit pas ici de poser de nouveaux réseaux machiavéliques dans la carte du goulag déjà largement balisée par la technoscience.

Dans ces dernières années, la famille a eu l'honneur

2. Fédération socialiste bretonne.

3. White Anglo Saxon protestant.

4. Cf. à ce propos R. Marientrass, *Etre un peuple en diaspora*, Ed. Maspero.